



La Voix de l'Humanité

Organe du « Comité pour la Préparation de la Société des Nations »
et de la « Ligue pour la Défense de l'Humanité »

Les membres de la Ligue fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation
Compte de chèques postaux III 496



Comité suisse de la Ligue pour la Défense de l'Humanité : D^r Aug. FOREL ; QUARTIER LA TENTE, conseiller d'Etat, Neuchâtel ; D^r STOESEL, anc. président du Conseil national suisse ; SCHORER, président du tribunal administratif, Berne ; G. MULLER, conseiller national ; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne ; D^r TSCHUMI, D^r MOSER, conseillers d'Etat, Berne ; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, anc. député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honor. de la Société vaudoise de la paix ; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey ; E. PEYTREQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; H. HODLER, Genève, etc., etc.

Comité de patronage international : Jean LONGUET, député de la Seine ; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine ; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FERSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Sir Robert STOUT, ancien premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Administration : Imprimerie F. RUEDI, Lausanne, Jumelles 3 (Téléphone 12.44)

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

ABONNEMENTS : Suisse, 4 fr. par an ; autres pays, 6 fr. par an. Avec le supplément allem. « Die Versöhnung », 6 fr. par an en Suisse, étrang. 8 fr. 15 centimes le numéro

Le problème du pouvoir exécutif international

Arbitrage facultatif ou juridiction obligatoire dans le cadre de la Société des Nations.

Nous terminons ci-après la publication des aperçus sur cette grave question de l'avenir.

Nos lecteurs ont trouvé d'autres réponses dans la *Versöhnung* du 1^{er} décembre.

La Rédaction.

Réponse de M. Lino Ferriani

ancien procureur général d'Italie

Il faut que la juridiction internationale de l'avenir soit *obligatoire*. Ce sera la condition de son efficacité.

Comme conséquence logique de cette constatation, nous concluons à la nécessité de fonder un pouvoir exécutif international.

Réponse du Dr Robert Michels

Professeur à l'Université de Bâle

Arbitrage facultatif ! On ne pourrait le rendre obligatoire qu'à la condition expresse que le traité de paix adapte la carte de l'Europe aux vœux justifiés des peuples et des Nationalités ; que les frontières territoriales, au moins en Europe, soient rectifiées d'après ces aspirations. Car la guerre permet, malgré tout, de faire valoir le droit et est préférable au *tort* stipulé et rendu *immuable* par une paix obligatoire.

Espérons donc l'arbitrage obligatoire ! Mais la réalisation de cet idéal dépend de la paix future. Si elle est boiteuse, l'arbitrage obligatoire le sera de même.

Réponse du Dr Lowes Dickinson

Professeur à l'Université de Cambridge

Si les Etats adoptent le conseil du pape et du comte Czernin, de désarmer en commun accord, il ne sera point nécessaire de s'armer pour le maintien de la Société des Nations, car il n'y aurait alors aucun danger que la Société des Nations soit provoquée par des attaques armées. Je crois même que la fondation et le maintien de la Société des Nations seraient beaucoup plus faciles dans le cas du désarmement général qu'au cas contraire.

Si toutefois les Etats continuent à rester armés, il sera indispensable qu'ils assument l'obligation de se défendre mutuellement contre toute attaque entreprise en violation de la charte de la Société des Nations. Sans cette obligation mutuelle, aucun Etat ne pourrait se sentir en sécurité.

Je crois toutefois que, même dans ce dernier cas, il faudrait penser moins à une force internationale, qu'à une *action commune et concertée de contingents nationaux*.

Réponse de M. de Beaufort,

ancien ministre des affaires étrangères, La Haye

Il me paraît que l'arbitrage obligatoire pourrait être accepté par tous les gouvernements pour

la solution pacifique de tous les conflits, sauf peut-être quelques réserves.

A mon avis, l'heure pour un pouvoir exécutif international n'a pas encore sonné.

Réponse de M. Platzhoff-Lejeune,

pasteur à Bullet (Vaud)

L'*arbitrage facultatif* a fait ses preuves négatives. Il ne fonctionne pas dans les questions brûlantes, c'est-à-dire là précisément où on en a besoin. Il faut donc en arriver à tout prix à l'*arbitrage obligatoire*. Et qu'on ne s'y soustraie pas par les fameuses clauses de la *dignité* et de l'*intérêt vital* des nations intéressées. Là encore, nous reviendrons à l'arbitrage facultatif et nous exclurons d'une solution pacifique les conflits périlleux.

Pour faire respecter l'arbitrage, il faudrait des *sanctions*. On en propose plusieurs : dépôts d'argent, etc. Elles peuvent avoir leur valeur. La meilleure me semble toujours celle-ci : la nation qui refuse de se soumettre à l'arbitrage obligatoire ou à respecter son verdict est exclue de la Société des Nations. Elle aura contre elle toutes les autres. Après l'expérience de cette guerre, qui a mis en évidence la valeur du facteur moral, je crois que cela suffira. Donc, arbitrage obligatoire et sanction *morale*. Il faut avoir bien peu de confiance dans l'humanité assagie pour ne pas se contenter de cela.

Je crois donc qu'un pouvoir exécutif international — à supposer qu'il soit possible — ne s'impose pas. Si, cependant, quelques pays le demandaient — et je crois que les Alliés seront dans ce cas — il faudrait le créer et voir comme il fonctionne, quitte à l'abolir si ce rouage devenait superflu ou trop difficile à manier. Le respect de la parole donnée devra suffire quand l'humanité aura retrouvé son assiette et que la méfiance malade de ces temps fera place à la confiance éprouvée et légitime de tous envers tous.

Réponse de M. Ad. Ferrière,

docteur en sociologie

Les craintes qui se font jour dans certains milieux et qui tendraient à s'opposer à l'arbitrage obligatoire en cas de conflit entre les nations, s'ils ne sont pas dus simplement à des motifs matérialistes d'égoïsme économique, s'appuyent sur la défiance que rencontre toute juridiction humaine faillible, mise en face de conflits démesurés. A cet obstacle, je ne vois qu'une solution : le recours du Tribunal international à la Société des Nations, s'exprimant par plébiscite universel ; on exigerait, comme en Suisse, la double majorité : à la fois des nations et des individus. Seules les nations comptant au moins un million d'habitants, ayant un gouvernement démocratique en fait (les monarchies à cabinet responsable devant un Parlement élu par le peuple seraient admises) et adhérant à la Société des Nations, auraient voix au chapitre.

Je me rallierais volontiers à l'opinion demandant qu'une police internationale appuie et assure éventuellement la sanction des jugements pronon-

cés par le Tribunal international ou, en cas de recours, par le plébiscite universel de la Société des Nations. Chaque nation pourrait fournir un contingent représentant le 10% par exemple des hommes recrutables qui la composent, en unifiant les bases du recrutement selon une règle uniforme.

En dehors du Tribunal international, le Pouvoir exécutif international pourrait être constitué, sinon par le Cabinet entier, du moins par le Ministère des Affaires étrangères de chaque pays, ou par un Ministère spécial *ad hoc* à créer. La rapidité et la facilité des communications télégraphiques permettraient sans doute, dans la plupart des cas, à ces ministres de siéger dans leur pays ; leur responsabilité devant leurs Parlements et devant les peuples eux-mêmes devant rester entière. Le recours contre leurs décisions fondées, comme pour les jugements du Tribunal international, sur la majorité (absolue ou des deux tiers, selon les cas) à la fois des nations et des citoyens dont chaque ministre est le représentant, pourrait être demandé par initiative, soit du 10% des nations, soit du 10% des citoyens des différents Etats contractants.

Ce régime, qui se fonde sur la confiance, le bon sens et le sens de justice des peuples eux-mêmes, suppose sans doute beaucoup de conditions actuellement irréalisées, sinon irréalisables : des peuples libres et sachant user de leur liberté, une presse indépendante qui ne soit ni censurée, ni vénale, ni influencée par les partis et les parti-pris ; un contrôle réciproque, une vie à ciel ouvert, une honnêteté universelle, ne fût-ce que pour que la minorité consente à céder le pas à l'opinion de la majorité ; enfin, un choix judicieux des élites intellectuelles appelées à élucider les problèmes pratiques en toute compétence et à élever les peuples à la compréhension de leurs vrais intérêts — qui ne pourront jamais, à longue échéance, que coïncider avec ceux de l'humanité. Conditions si difficiles à remplir aujourd'hui, que de longs siècles s'écouleront sans doute encore avant qu'on puisse passer de la théorie à la pratique. Ce qui n'est pas, d'ailleurs, un motif pour ne pas voir où se trouve l'idéal et tendre de toute son énergie à y acheminer l'humanité souffrante.

Réponse de M. Desdevises du Dezert

professeur à la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand, directeur de l'Ecole professionnelle de Rééducation et d'Apprentissage des soldats aveugles de la guerre.

La grande question qui se débat par les armes depuis trente-neuf mois me paraît être, au fond, celle de la morale unique ou de deux morales.

Tout le monde admet que l'individu est tenu d'obéir à la loi morale. S'il y manque, la justice, aidée de la gendarmerie, le rappelle au respect de la légalité.

Mais les Etats sont-ils obligés d'obéir à la loi morale ?

Les Alliés disent *oui*.

L'Allemagne et ses alliés disent *non...* et opposent leurs redoutables armées à la gendarmerie des Alliés qui prétend les appréhender au collet.

Quand le torrent de sang qui menace de sub-

merger l'Europe aura enfin cessé de couler, les hommes, saouls de carnage, n'auront plus, dit-on, que des pensées d'union et ne songeront qu'à organiser la Société des Nations, la paix définitive. Ainsi passent parfois dans l'ivresse de chastes visions de continence et de tempérance !

Il y aura des juges à La Haye pour condamner tous ceux qui voudraient jeter à la corbeille les traités embarrassants.

Y aura-t-il un procureur général et une gendarmerie ?

C'est ici que les théoriciens ne s'accordent plus et que la discussion devient confuse.

A quelles nationalités appartiendront les gendarmes ?

Où les forces internationales tiendront-elles garnison ?

Qui les commandera ?

Qui aura le droit de les mettre en mouvement, de décerner les mandats d'amener ?

Autant de questions parfaitement insolubles en l'état actuel des peuples.

Alors ?...

Alors?... que voulez-vous ? Il y a encore de beaux jours en faveur des marchands de canons !

A moins que les Allemands n'acceptent enfin de vivre avec les autres peuples sur le plan de la paix et du droit.

Ce serait bien beau !

Ce serait si beau — que je n'y crois pas du tout !

Réponse de M. Enrico Bignami

directeur de la revue *Cœnobium*.

Ou nous sommes pour l'*arbitrage obligatoire* pour tous les adhérents d'une même « Carta costituzionale » des Etats qui formeraient ainsi entre eux une espèce de « Société des Nations » et alors on n'aurait qu'à se remettre à cette *Magna Charta* pour laquelle les études sont déjà mûres et les esprits en train de mûrir même dans les pays qui, jusqu'à présent, semblaient réfractaires à abdiquer une partie de leur souveraineté en faveur d'une paix durable.

Ou bien nous sommes pour l'*arbitrage facultatif* d'action fragmentaire et intermittente et alors une codification est presque superflue, parce que, au fond, il s'agirait ici de solutions invoquées cas après cas.

Dans la première hypothèse, il suffirait d'établir que toute la « Société des Nations » serait unanime contre celui qui violerait les conventions établies. En effet, cette mesure préventive rendrait inutile toute prévision de répressions.

Dans la deuxième hypothèse, au contraire, toute mesure qui ne serait pas l'expression d'une Organisation internationale, pourrait être éludée par les parjures.

Message à la Conférence de Berne

du 19 novembre 1917.

par M. Charles BAUDOUIN, directeur du « Carmel », Genève¹⁾.

Dans l'impossibilité d'assister à la conférence, je me permets de résumer ici, en quelques mots, ce que j'aurais voulu exposer de vive voix et qui me semble essentiel. Il s'agit d'une règle de tactique, dont je ne suis certes pas l'inventeur, mais dont l'importance est telle qu'on ne saurait trop insister sur elle et qui devrait présider aux travaux de toutes les conférences analogues à celles d'aujourd'hui.

Dans un article que me demanda le *Vilag* de Budapest en décembre dernier²⁾, je résumais les conditions d'une paix durable :

- 1° Pas d'écrasement ;
 - 2° Pas d'annexions ;
 - 3° Une limitation des armements ;
 - 4° L'ébauche d'une Organisation internationale.
- J'ajoutais qu'à cette organisation internationale nous devons travailler dès maintenant.

« Que cette Organisation, écrivais-je, soit pour le

¹⁾ Les paroles de M. Baudouin, lues en séance, ne manqueront pas d'intéresser nos lecteurs.

N. d. l. réd.

²⁾ Et qui parut le 6 janvier 1917.

moins ébauchée lors de la conclusion de la paix et soit posée la première pierre de la Confédération européenne, dont la réalisation parfaite demandera peut-être des siècles, et ne s'accomplira peut-être qu'à travers de nouveaux cataclysmes, mais à laquelle il est urgent de songer dès aujourd'hui.

Ainsi, *l'Organisation internationale est une condition de la paix, mais elle constitue une question indépendante de la question de la paix*. C'est cette indépendance qu'il faut affirmer et pratiquement respecter ; et c'est dans cette division absolue des questions que je vois la règle essentielle de tactique dont j'ai parlé. C'est la règle de Descartes : « Diviser le sujet en autant de parcelles qu'il est possible pour mieux résoudre les difficultés. »

La distinction, dans le cas présent, est d'autant plus importante que l'une des deux questions, *l'Organisation internationale* a rallié des partisans parmi les hommes qui sont le moins d'accord entre eux sur l'autre question : *la paix*.

Les hommes d'Etat de tous les pays belligérants, Ententistes comme Centraux, ont publiquement adhéré à l'idée d'une *Ligue des Nations* ; dans les milieux intellectuels de tous les pays belligérants la même adhésion s'est maintes fois affirmée. Par contre, l'idée de travailler dès maintenant à la paix rencontre une vive opposition, surtout dans les pays de l'Entente, chez les mêmes hommes qui se déclarent partisans absolus de l'Organisation internationale. Ainsi, pour plusieurs gouvernements et pour un grand nombre d'hommes éminents, parler de paix aujourd'hui constitue un *geste inamical*, selon l'élégant langage diplomatique, à l'égard de leur pays, tandis que, pour les mêmes gouvernements et les mêmes hommes, travailler dès maintenant à poser les bases d'une organisation internationale est chose tout à fait acceptable.

Or, si nous embrouillons les deux questions, si nous ne pouvons pas parler d'Organisation internationale sans parler de paix, nous rendons la première question aussi suspecte que la seconde. Et nous aliénons à l'idée de l'Organisation internationale un grand nombre de sympathies précieuses. Ce serait retarder et non hâter les choses.

Le plus pratique, le plus net, le plus franc, serait de former deux Commissions distinctes, de réunir des conférences de deux sortes, indépendantes absolument l'une de l'autre :

- 1° Une conférence pour élaborer l'Organisation internationale ;
- 2° Une conférence pour étudier les conditions de la paix.

Il faudrait que les conférences de la première sorte admissent dans leur sein, *sans aucune distinction, des partisans et des adversaires de la paix immédiate* ; il faudrait même qu'un appel spécial fût adressé à des hommes ayant pris nettement position *contre la paix et pour l'Organisation internationale*. Il faudrait que l'initiative de pareilles conférences émanât de personnalités vraiment neutres, mettons Suisses et dont la neutralité ne fût aucunement suspecte aux pays de l'Entente.

Quant aux conférences de la seconde sorte, se proposant comme but la paix, qui ne peut être réalisée que de concert avec les gouvernements, elles ne seront efficaces que du jour où tous les gouvernements s'y feront officiellement et officieusement représenter. Toutefois, en pays neutre, il est permis de réunir auparavant des conférences pour la paix dans le but d'agir auprès des gouvernements afin de les inviter à exposer plus nettement leurs buts de guerre, ce qui ne les engage à rien et ce qui est nécessaire pour que l'on commence à voir clair.

Mais que, de toute manière, les deux espèces de conférences ne soient pas confondues et ne prêtent pas, dans les esprits, à la confusion. Qu'elles soient franchement distinctes, distinctes sans arrière-pensée.

PROPOS DE GUERRE

La révolution russe. — Les maximalistes et la paix. — La situation des Alliés. — Pourquoi combat-on encore ?

Le drame mondial semble être entré dans une phase nouvelle. En contraste avec le lent et monotone déroulement des faits au cours des trois premières années, les péripéties émouvantes se suivent maintenant avec une fréquence qui dérouté toute

précision. Plus que jamais, les maîtres du monde demeurent impuissants à régler les forces qu'ils ont déchaînées. La gigantesque machine à broyer les existences fonctionne encore avec régularité en vertu du mouvement acquis, mais ceux qui la dirigent ne savent plus où donner de la tête, la réalité ne cessant d'infliger de sanglants démentis à leurs optimistes prophéties. Heureusement pour eux, les peuples demeurent d'une docilité à toute épreuve ; ils souffrent, ils se lamentent, ils gémissent, mais ils obéissent et, ce qui pis est, ils croient encore à la vertu des mots dont on les a tant bercés. Pour nos dirigeants qui vivent au jour le jour, cela suffit.

Il est cependant un peuple qui, lui, ne marche plus, non par lâcheté — il a maintes fois prouvé sur les champs de carnage qu'il savait payer vaillamment de sa personne — mais par conviction, phénomène unique dans l'histoire. Pour la première fois, un gouvernement déclare non seulement renoncer à toute conquête, mais consentir à l'émancipation des peuples qui relèvent nominalement de ses lois et, par là, à l'amointrissement territorial de sa nation dans l'intérêt de l'ensemble et au nom d'un principe. Et, loin de se solidariser, dans l'intérêt national, avec ceux qui l'ont précédé au pouvoir, ainsi que l'exige la tradition, il ne craint pas d'étaler au grand jour de la publicité les actes que diplomates d'hier, trafiquants de la liberté des peuples, concluaient dans l'ombre de leurs meurtrières intrigues. Quels qu'en soient les résultats pratiques ultérieurs, le fait demeure dans toute sa grandeur et marque une date dans l'histoire du monde. Celle-ci n'est trop souvent que la répétition des mêmes phénomènes où seuls changent les personnes et les circonstances. La guerre mondiale elle-même n'est que du déjà vu dont les dimensions sont amplifiées. Dans la Révolution russe actuelle, nous voyons au contraire l'épanouissement d'idées nouvelles, la recherche de nouvelles formes de vie collective, un monde différent du nôtre en voie de formation. Voilà qui est autrement plus passionnant et autrement plus fécond que les monotones combats du front, où tout n'est que destruction pure, où le plus beau courage et les plus nobles dévouements ne sont que des apports à l'œuvre de ruine.

Certes, le spectacle qu'offre actuellement la Russie est déconcertant pour qui ne conçoit pas une société possible hors des formes qu'elle revêt aujourd'hui. Ils ne voient que chaos, convulsions et anarchie là où il y a en réalité combat entre les forces du passé et les conceptions de l'avenir qui cherchent à devenir corps. Toute révolution qui se propose de remplacer un certain ordre de choses par un autre, conçu selon des principes différents, ne peut parvenir immédiatement à ses fins par suite des obstacles que suscitent les défenseurs de l'ordre traditionnel, les esprits timorés, les partisans des demi-mesures, les ignorants et aussi les mille petits faits dont est tissée la réalité quotidienne. Seules les révolutions politiques, semblables à celles dont la France fit maintes fois l'expérience au cours du XIX^e siècle et qui se bornent à substituer un certain personnel politique à un autre qui a perdu la confiance publique, peuvent, aussitôt qu'elles ont atteint leurs fins limitées, donner satisfaction au besoin de tranquillité et de stabilité, parce qu'au fond l'ordre des choses reste le même qu'auparavant. Mais le mouvement qui agite la Russie contemporaine n'a rien d'une révolution à fleur de peau. Il s'agit, au contraire, d'une révolution totale, embrassant la société entière et remettant tout en question. Elle s'apparente par là à la Révolution française, dont elle diffère cependant de toute la distance qui sépare les conceptions socialistes au début du XX^e siècle, après une immense œuvre théorique et critique, des vagues idées humanitaires de la fin du XVIII^e siècle. La Révolution russe est en réalité la première grande révolution socialiste. C'est ce qu'on méconnaissait complètement lorsqu'on nous racontait, il y a quelques mois, que le mouvement révolutionnaire russe se proposait de donner une meilleure direction à la guerre, compromise par l'incurie du gouvernement tsariste. Les organes qui nous régalaient de cette interprétation saugrenue des événements ont bien dû, devant la rigueur des faits, reconnaître l'évidence, quelque désagréable qu'elle leur parût. Il

ne s'agissait pas de remplacer le « mauvais » gouvernement par un « bon » gouvernement de guerre, mais de transformer une société d'après les principes de la doctrine collectiviste et de tenter, sur une vaste échelle, la première expérience socialiste.

Tout semblait prédestiner la Russie à en devenir le champ. Nulle part on n'a discuté avec un pareil élan le problème social, non à la manière froide des théoriciens occidentaux, mais avec un accent de détresse et de pitié qui trahit les besoins profonds de l'âme du peuple ; nulle part il n'existe une masse plus misérable et plus décimée par l'injustice sociale ; nulle part le socialisme ne pouvait trouver un terrain plus propice. La persécution même dont il était l'objet a favorisé sa diffusion et développé sa puissance : ailleurs on se contentait de faire des électeurs ; ici, ne pouvant faire des électeurs, on a créé des fidèles. Le socialisme est devenu plus qu'un parti, il est une religion. Pour la plupart, il est une certitude que rien ne peut ébranler. On discute à perte de vue sur les détails de la doctrine, mais le principe même est hors de contestation. A cela, il faut encore ajouter les éléments propres au peuple russe : son idéalisme, le tour altruiste de sa pensée, sa jeunesse d'esprit, son enthousiasme, son dévouement à l'idée. Que d'hommes ont souffert pour la cause socialiste ! Combien de martyrs ignorés ou méconnus durant la longue période de la persécution tsariste ! Que d'espoirs illimités a fait naître dans les cœurs l'événement tant attendu et préparé par tant de sacrifices de la chute du régime condamné ! Et l'on voudrait que le bouillonnement de toutes les forces vives d'un grand peuple, opprimé pendant des siècles, donnât naissance à une révolution bien sage, qui se bornerait à copier les institutions des pays parlementaires et se développerait avec une lenteur de tout repos ! Une révolution de gens rassis et de prudents pontifes, dans la Russie de Dostoyewski, de Tolstoï et de Gorki !

Il est curieux de constater que ceux qui haussent les épaules ou s'indignent devant les « excès » de la Russie révolutionnaire, sont justement, en général, des idolâtres de la grande Révolution de 1789. Ils oublient à travers quelles tourmentes les conquêtes de la Révolution française, dont ils s'enorgueillissent, ont pu être maintenues et fixées et, devenus conservateurs à leur tour, ils n'admettent pas qu'une révolution puisse éclater ailleurs, alors que dans leur esprit les grands ancêtres de 89 ont fixé à tout jamais, en termes impérissables, les droits de l'homme et du citoyen ! Les jacobins de 93 sont des géants et des héros, les maximalistes russes de 1917 sont des énergumènes et des traîtres. O éternelle logique de l'esprit humain !

La Révolution russe suit une marche beaucoup plus rapide que la Révolution française. Au bout de huit mois, nous en sommes déjà au régime des jacobins, je veux dire des maximalistes.

Faite par les ouvriers et les soldats, la révolution a d'abord laissé le pouvoir à un gouvernement bourgeois et modéré, dont le programme ne visait pas au delà de la monarchie constitutionnelle, mais qui, sous la pression de l'opinion, dut se montrer plus radical qu'il ne l'était. L'expérience fut de courte durée. Partout les forces révolutionnaires prenaient conscience d'elles-mêmes et s'organisaient ; du sein des masses s'élaborait une création nouvelle : celle des soviets, qui prit rapidement figure de représentation populaire. Le socialisme crut pouvoir exiger davantage. Certains de ses représentants prirent place au gouvernement, mais ce fut d'abord l'élément modéré et opportuniste qui jugeait nécessaire de conserver le contact avec la bourgeoisie libérale, tout en composant au besoin avec les extrémistes. Dououreux problème d'équilibre qui, à une époque où les esprits sont épris d'absolu, n'a guère de chance d'être résolu d'une manière satisfaisante. Tandis que Kerenski louvoyait, les extrémistes qui, eux au moins, savaient ce qu'ils voulaient, réussissaient, par une active propagande, à grouper autour d'eux les éléments les plus vivants de la révolution et préparaient habilement leur accession au pouvoir. On a fait de Kerenski à ses débuts un nouveau Danton et, en effet, quelques-uns de ses discours pouvaient donner corps à un tel rapprochement. Les événements ont

montré que le prétendu Danton pouvait être, avec plus de raison, comparé à un de ces verbeux Girondins dont Lamartine nous a retracé l'histoire, orateurs infatigables, mais hommes d'action médiocres qui, finalement, périrent victimes de leur irrésolution. Kerenski et ceux qui le soutenaient étaient sans doute des hommes bien intentionnés et dévoués à la cause de la révolution, mais ils semblent avoir été effrayés de sa réalité et ils ont tenté de réaliser l'impossible : empêcher les conséquences logiques d'une révolution dont ils admettaient le principe, canaliser un torrent impétueux sans avoir les matériaux pour le faire. Les voilà maintenant à terre. Aux Girondins succèdent les Jacobins, à Kerenski, opportuniste et libéral, Lénine, autoritaire et dogmatique. Que les libéraux s'indignent, s'ils le veulent, mais c'est précisément d'esprits autoritaires et dogmatiques dont la révolution a besoin si elle entend développer son principe, qui est celui du socialisme intégral.

On ne peut envisager la possibilité d'une aussi vaste transformation que celle dont les maximalistes prétendent être les artisans sans un gouvernement dictatorial, animé d'une volonté puissante et armé de pouvoirs propres à briser les résistances qui sont immenses dès qu'il s'agit de modifier la structure économique d'une société. Les maximalistes ont sans doute la ferme volonté d'aboutir, mais réussiront-ils à faire sentir partout la prise de leur autorité ? L'anarchie spontanée des centres locaux n'empêchera-t-elle pas la réalisation de leur conception de l'ordre socialiste qui, quoiqu'en disent les apparences, est aux antipodes de l'anarchie ? Là est la grande question. Des réformateurs ne sauraient longtemps demeurer au pouvoir. La société s'en lasse vite et ils se rendent eux-mêmes impopulaires en voulant secouer le peuple de sa torpeur. La foule les suit quelque temps sous l'empire de l'excitation, mais il vient un moment où, l'accès passé, elle se jette dans les bras du premier sauveur venu qui lui promet l'ordre et la tranquillité. Il en sera sans doute de même en Russie. Toute la question est de savoir si les maximalistes réussiront à se maintenir suffisamment au pouvoir pour créer, dans l'ordre économique comme dans l'ordre politique, un certain nombre de faits accomplis sur lesquels il sera matériellement impossible de revenir en cas de réaction. Le vieux roi Louis XVIII rentrant en France après la chute de Napoléon, avait beau eu déblatérer pendant vingt-cinq ans contre les usurpations de la Révolution et de l'Empire, il fut bien obligé, devant d'invincibles nécessités de fait, de reconnaître l'état de choses qui en était issu. Qu'il y ait plus tard une réaction en Russie, c'est probable. Mais si dans l'intervalle les maximalistes ont su jeter les bases d'un ordre nouveau, la réaction devra se borner à empêcher d'autres innovations et à régulariser celles qui ont été faites. La transformation n'en subsistera pas moins dans ses traits essentiels et peut-être du « chaos » russe émergeront par la suite certaines créations dont d'autres pays seront appelés à bénéficier sans avoir eu à connaître les douleurs de l'enfantement.

Les hommes qui sont aujourd'hui au pouvoir doivent donc faire vite et pour faire vite il faut qu'ils soient obéis. A cet égard, l'idée de convoquer actuellement une Constituante n'est pas heureuse, car rien n'est moins propre à faire œuvre créatrice qu'une assemblée divisée par les factions et les intrigues. La dictature jacobine, il est vrai, s'est accommodée de la Convention, mais cette assemblée, vivant sous la menace de la guillotine, n'était plus qu'un fantôme. Il est à redouter que la Constituante russe ne serve qu'à accroître le gâchis et à détourner des besoins positifs ceux qui sont au pouvoir. La démocratie n'est possible ni en temps de guerre, ni en temps de révolution.

Multiplés sont les problèmes qui se posent devant l'esprit des novateurs russes. Et d'abord celui du ravitaillement qui est de solution peu aisée dans un pays dont les services publics sont désorganisés. Le peuple russe n'est pas très exigeant en la matière, mais il y a limite à tout. La famine ne servirait guère la cause socialiste. Puis la Révolution a éveillé d'immenses espoirs parmi les masses. Le gouvernement entend procéder à la socialisation des biens et à la prompt solution de la

question agraire et, pour les raisons déjà indiquées, il doit aller vite en besogne et ne pas se satisfaire de demi-mesures s'il ne veut pas qu'une réaction ultérieure vienne tout remettre en question.

Mais le problème capital et le plus difficile à résoudre, c'est celui de la guerre. La Russie révolutionnaire aspire ardemment à la paix. Deux millions de ses fils ont péri sur les champs de bataille, autant sont exposés aux tortures de la faim dans les camps d'Allemagne et d'Autriche où la mortalité est effrayante. Surtout la Russie croit que la guerre actuelle n'a pas de sens. On lui a persuadé que le conflit mondial n'était que le heurt de deux impérialismes également avides et l'issue ne l'intéresse plus. Peu importe que cette opinion ne soit pas entièrement fondée. C'est celle qui prévaut et qui favorise inconsciemment l'intense besoin de paix répandu dans la masse. Et d'ailleurs l'état révolutionnaire de la Russie rend la guerre techniquement impossible.

Les chefs actuels ont promis au peuple la paix immédiate. Mais ils s'affirment internationalistes et, comme tels, ils doivent avoir à cœur de se préoccuper non seulement du sort de la Russie, mais de celui des autres peuples. Ils n'ignorent pas qu'une paix fondée sur la violence est génératrice de guerres nouvelles. La paix qu'ils préconisent est donc une paix « juste » — expression dont le sens est des plus vagues — et « démocratique », c'est-à-dire fondée sur le respect du droit des peuples. Ils aspirent à être les artisans de la paix générale. Rien n'est plus difficile à l'heure actuelle. Pour faire une paix démocratique, il faut que les puissances centrales renoncent à toute conquête, ouverte ou déguisée ; or, il n'est pas déraisonnable de croire que les dirigeants de ces puissances, tout inféodés aux idées traditionnelles, ne cherchent à profiter de la faiblesse militaire de la Russie et de son besoin de paix pour étendre leur sphère d'influence, sinon par voie d'annexion pure et simple, du moins en mettant la main sur certains Etats fictivement indépendants à créer sur leurs confins orientaux. Et, d'autre part, la paix générale est actuellement impossible parce que les Alliés, trop engagés par leurs déclarations antérieures affirmant que la guerre devait être poursuivie jusqu'à la destruction du militarisme allemand, ne veulent pas d'une paix dont ils ne dicteraient pas les conditions et qui, après les prétentions émises par leurs gouvernements, apparaîtrait comme une demi-défaite. Forts de l'appui éventuel des Etats-Unis, les dirigeants des pays alliés préfèrent plutôt courir le risque de perdre complètement l'aide de la Russie et de faire seuls front contre les puissances centrales plutôt que de consentir à un geste conciliant. C'est crâne — pour la galerie — mais peut-être pas très prudent.

Avant d'être au pouvoir, les révolutionnaires russes tournaient la difficulté en préconisant la paix des peuples par opposition à la paix des gouvernements. Autrement dit, il faut que dans chaque pays en guerre, le peuple refasse pour son compte le geste du peuple russe et impose une paix conçue selon les mêmes principes. C'est se leurrer que de croire une révolution générale possible actuellement. L'esprit révolutionnaire est très assoupi dans les pays occidentaux ; le peuple souffre, mais il se soumet avec docilité ; l'internationalisme n'est que le fait d'une petite minorité actuellement sans influence et le seul parti qui pourrait secouer la torpeur publique, le parti socialiste, anémié par la politiciannerie parlementaire, a lui-même perdu le sens de sa mission originelle. On aurait cependant tort d'en conclure que l'idée d'une révolution s'étendant à plusieurs pays est utopique. Elle est dans la logique d'une guerre désastreuse pour toutes les parties. Mais pour que cette éventualité se réalise, il faut — c'est triste à dire — des maux plus grands, des privations plus dures, des désillusions répétées, une misère plus générale, en d'autres termes encore quelques années de guerre. Les peuples ne s'aviseront de se sauver eux-mêmes que lorsqu'ils en seront réduits à la plus pénible extrémité. En réalité, les socialistes qui subordonnent toute autre considération au triomphe du socialisme, devraient, dans leur for intérieur, souhaiter que la guerre se poursuive longtemps encore, car elle travaille pour eux en mettant le prolétariat

dans des conditions que n'aurait pu réaliser la plus dure exploitation capitaliste en temps de paix. En revanche, les bourgeois jusqu'au boutistes sont des gens qui préparent leur propre tombe.

Pour les maximalistes russes, le dilemme est tragique. Ils veulent la paix, elle est dans la logique de leurs convictions, ils l'ont promise au peuple et les conditions intérieures en font presque une nécessité, mais ils ne peuvent la signer maintenant qu'en renonçant à leur idéal de libération de tous les peuples et en mettant en danger l'avenir de l'internationalisme. Car la paix séparée avec l'Allemagne et l'Autriche constitue — il ne faut pas se le dissimuler — un succès considérable pour ces deux puissances qui peuvent encore nourrir l'espoir de sortir victorieuses de la lutte. Et la victoire des empires centraux ou même seulement un arrangement leur donnant satisfaction, c'est pour de longues années l'Europe courbée sous la loi de fer du militarisme, les peuples broyés par la grande machine étatiste, le maintien du système d'où la guerre est issue, et ceci moins par l'effet d'intentions agressives de ces puissances, elles aussi épuisées par la lutte, que par celui de la méfiance et de la haine dont elles seront l'objet tant qu'elles demeureront redoutables.

En rendant cette solution possible — je ne dis pas inévitable — les maximalistes agiraient contre l'intérêt évident de la doctrine qu'ils prétendent faire triompher et ruineraient leur propre pouvoir. Ils cherchent sans doute à éviter une solution si rétrograde du problème de la paix et on doit ardemment souhaiter qu'ils réussissent. Mais il faut reconnaître que les gouvernements alliés ont commis, à l'égard de la Russie, bêtise sur bêtise. Il ne serait donc pas étonnant que devant pareille incompréhension, celle-ci se cabrât. Avant la Révolution, les gouvernements alliés — il s'agit ici de l'Angleterre et de la France — ont prêté un appui inconditionnel au tsarisme chancelant et à toutes les forces de la réaction; la Révolution commencée, ils en ont méconnu le sens et les aspirations, ils ont refusé de mettre leurs buts de guerre en harmonie avec l'esprit libérateur et radical qui animait la Russie nouvelle, ils ont exigé une offensive que l'observation des réalités condamnait d'avance à un échec, ils ont, sinon directement, du moins par leur presse, appuyé les tentatives de réaction et, aujourd'hui, ils refusent de reconnaître le nouveau gouvernement, tournant ainsi contre eux, par leur attitude nettement hostile, une force qu'ils auraient pu peut-être se concilier en ne refusant pas systématiquement de parler de paix et en ne sabotant pas la tentative de Stockholm. Au lieu de regarder vers le peuple, ils ont préféré se confier aux méthodes d'observation de leurs diplomates qui n'en sont pourtant plus à compter leurs erreurs. Le réveil est dur. Il ne faudrait pas s'en plaindre si, derrière les gouvernements qui accumulent les sottises, les peuples n'en étaient pas les premières victimes. Pauvres, pauvres peuples qui, dociles aux commandements de la presse, parlez maintenant avec indignation de la « trahison » russe, et qui ignorez que ce sont vos propres gouvernements qui ont éloigné de vous le peuple russe parce qu'ils n'ont pas su comprendre l'esprit nouveau qui l'animait et parce que, malgré leurs grandiloquentes déclarations, ils demeurent, tout comme leurs adversaires, les instruments d'une politique sans grandeur d'où toute véritable humanité est absente.

La situation est encore si confuse qu'il n'est guère possible de prévoir l'issue de la crise. Des négociations sont actuellement engagées en vue de la conclusion d'un armistice et de ce fait la rupture du lien entre les Alliés et la Russie semble consommée. La signature d'un armistice n'implique d'ailleurs pas nécessairement que la paix doit suivre. La Russie peut être rejetée vers la guerre par les exigences des puissances centrales ou par un remous de la politique intérieure, le triomphe des maximalistes n'étant pas assuré. Ou bien sera-t-elle irrésistiblement poussée vers la paix par l'intransigeance des gouvernements alliés se refusant à toute discussion? L'avenir répondra et peut-être le fera-t-il en nous infligeant une solution moyenne, par exemple, celle qui consisterait, pour la Russie,

à ne pas conclure la paix séparée, tout en ne faisant pas la guerre.

Quelle que soit d'ailleurs la solution du problème russe, on doit reconnaître que, même si elle continue à figurer nominale dans le camp des Alliés, la Russie ne saurait plus peser d'un grand poids sur le sort des opérations militaires futures. Il en résulte que la situation est devenue grave pour les Alliés. La plupart des prévisions de leurs dirigeants ont été démenties par la réalité. Le blocus de l'Allemagne n'a pas donné les résultats que l'on escomptait, l'intervention de la Roumanie et de l'Italie a abouti à fins contraires, la Russie qui devait faire office de rouleau compresseur refuse son concours. Malgré ces mécomptes répétés, on ne peut pas encore dire que la situation des Alliés soit désespérée. Grâce aux armées que les Etats-Unis préparent et aux multiples ressources dont ce pays dispose, les Alliés conservent encore l'espoir de pouvoir une fois porter un coup décisif sur le front occidental. Après tout, c'est possible, mais à la suite de combien d'efforts et dans combien d'années? Et, entre temps, ne risque-t-on pas de voir se reproduire dans d'autres pays ce qui s'est passé en Russie ou, à un autre point de vue, ce qui s'est passé récemment sur le front italien? La victoire des Alliés n'est nullement mathématique, ainsi que l'affirmaient les stratèges bourreurs de crânes; elle n'est pas impossible, mais extrêmement difficile et meurtrière pour le genre humain. L'enjeu vaut-il le jeu? Telle est toujours la véritable question.

A l'heure actuelle, nous ne sommes plus au clair sur les « buts de guerre » des Alliés. Les traités secrets publiés par le nouveau gouvernement russe, encore qu'ils ne contiennent rien de très inattendu, donnent corps aux pressentiments de ceux qui ne se sont jamais fait d'illusions sur l'abîme qui sépare la réalité verbale de la réalité diplomatique. Les gouvernements alliés entendaient non seulement vaincre l'Allemagne, mais faire des conquêtes et étendre leur sphère d'influence (rive gauche du Rhin, Prusse orientale, Turquie, Perse). Les intentions des gouvernements austro-allemand n'étaient certainement pas plus pures en cas de victoire, on ne saurait concevoir de ces faits une indignation excessive. Une telle politique est dans l'ordre et la tradition de l'Europe anarchique. Mais il y a eu dans la suite l'intervention des Etats-Unis. Le président Wilson a tracé, à diverses reprises, le tableau de la Société des nations qu'il entendait édifier d'abord, selon sa première conception, par une paix transactionnelle, puis, après le revirement qu'avait provoqué l'extension de la campagne sous-marine, par la guerre qui, dans son idée, devait être dirigée non contre le peuple allemand, mais contre la politique prussienne. Ces idées qui avaient à tout le moins le mérite de représenter une conception organique ne semblent pas être partagées par les autres gouvernements alliés. Les représentants du gouvernement anglais s'expriment d'une manière trop vague sur l'état de choses qu'ils entendent instaurer après la guerre pour qu'on puisse en tirer une conclusion quelconque. En France, la Chambre applaudit M. Ribot et Painlevé lorsqu'ils semblent admettre, en termes équivoques, la conception wilsonienne et elle n'applaudit pas moins M. Clémenceau qui n'y croit pas et qui la raille. Il a d'ailleurs suffi que ces idées fussent reprises en Allemagne — avec une sincérité des plus douteuses dans les milieux gouvernementaux — pour que les dirigeants des nations alliées n'en veulent plus. L'idée wilsonienne de la Société des nations tend, dans l'esprit des dirigeants anglais et français, à se réduire à l'idée d'une alliance entre les puissances alliées auxquelles incomberait, après la guerre, la tâche de faire la police du monde. Une pareille solution équivaldrait en fait au maintien du système des alliances dans le cadre du régime de l'anarchie internationale et, par conséquent, à la perpétuation de l'ordre de choses dont la guerre est inséparable. Le groupement des Alliés, ainsi que le prouvent les événements actuels, n'est pas assez fort pour exercer la fonction qu'il prétend assumer dans l'avenir et son hégémonie ne manquerait pas d'être le prétexte de nouvelles coalitions « défensives » dirigées

contre lui. Nous retomberions dans le chaos du passé.

La solution du problème ne réside pas dans la formation d'une nouvelle Sainte Alliance entre les nations dites libérales. Elle est dans l'union de tous les peuples pour le salut commun, dans une organisation rationnelle de la communauté internationale, dans l'établissement d'un ordre nouveau, dans le triomphe de la pensée internationaliste. Cette transformation, la seule vraiment efficace, ne peut sortir de la victoire de tel ou tel groupe, mais de la victoire de la raison sur la déraison nationaliste. Malheureusement, la raison ne gouverne pas le monde et aujourd'hui moins que jamais. Alors ?

Alors nous nous trouvons en présence de cette lugubre fatalité : continuer la guerre longtemps encore, c'est plonger le monde dans d'affreuses calamités et mettre en péril les biens les plus précieux; mais, d'autre part, les hommes ne reviendront à la raison, les peuples ne reconquerront leur liberté, les gouvernants ne se rallieront aux solutions radicales que sous l'empire de la plus extrême nécessité, c'est-à-dire lorsque la guerre sera arrivée à son terme logique, quoique bien éloigné encore, qui est l'épuisement, la ruine de tous les peuples. Inutile de conclure. Les événements concluent pour nous. Le vin est tiré. Il faut le boire...

H. HODLER.

30 novembre 1917.

Vers la Fédération universelle

Comité suisse pour la préparation de la Société des Nations.

Le Comité a été complété par l'adhésion de plusieurs membres des Chambres fédérales, notamment de M. Scherrer, conseiller aux Etats, et de MM. Zürcher, Balmer, Raschein, Seiler, Eugster, membres du Conseil national. Des rapports de MM. Rapin, président honoraire de la Société vaudoise de la Paix; Dr A. Forel; de Maday, professeur à l'Université de Neuchâtel; Schorer, président du Tribunal administratif, à Berne; Zürcher, procureur à Zurich; Moriaud, professeur à l'Université de Genève, et Stückelberg, avocat, à Bâle, sont en préparation.

Vers la démocratisation du monde

Le soulèvement russe est apprécié surtout au point de vue de ses répercussions sur le problème de la paix. Mais il soulève aussi de vastes problèmes d'ordre social. Le rêve de la dictature prolétarienne semble être près de sa réalisation partielle. Si le prolétariat des campagnes russes se joint aux ouvriers des villes, la révolution sociale peut prendre une vaste envergure.

Il va de soi qu'il faut se méfier des nouvelles incomplètes qui nous parviennent actuellement de Russie. Sans aucun doute, des exagérations et des excès de toute sorte se commettent qui rappellent la Commune de 1871. Mais de graves expériences sociales se déroulent aussi devant nous. L'idée de la nationalisation du sol — qui serait loué, en petites parcelles aux travailleurs — n'est point utopique. Elle a été réalisée en Nouvelle-Zélande et contribuait puissamment à la prospérité du pays, en alliant le labeur intense du petit cultivateur avec la direction clairvoyante de l'Etat, propriétaire du sol. La surveillance des usines par les ouvriers peut se rattacher, en Russie, aux « artels » nationaux et au mouvement coopératif qui, même actuellement, compte des millions de membres. Les tentatives de socialisation trouvent aussi un appui particulier dans le caractère slave qui tend vers la fraternité.

Observons donc sobrement, avant de condamner, et étudions l'enseignement puissant que nous offre cette première révolution sociale des temps modernes.

Editeur responsable : Fr. Ruedi, Lausanne.